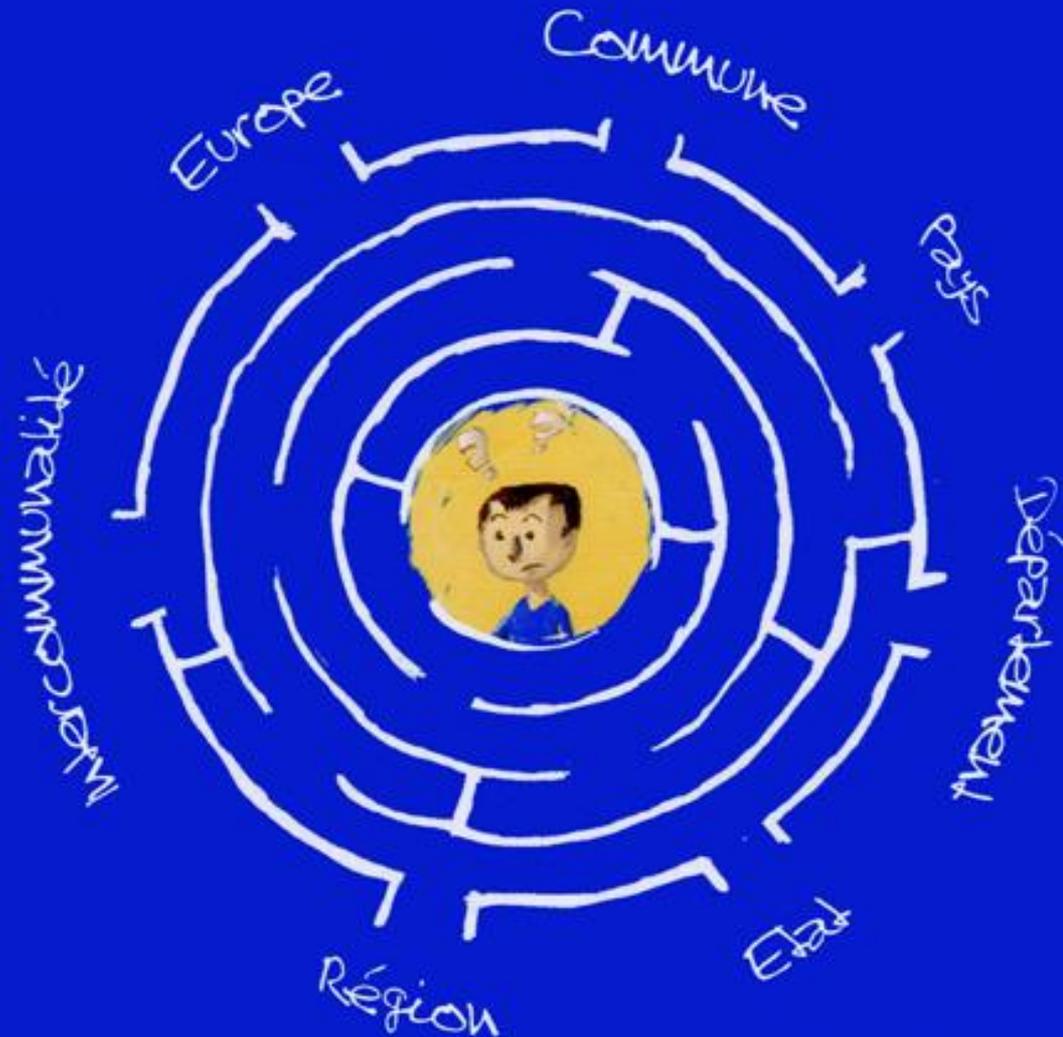
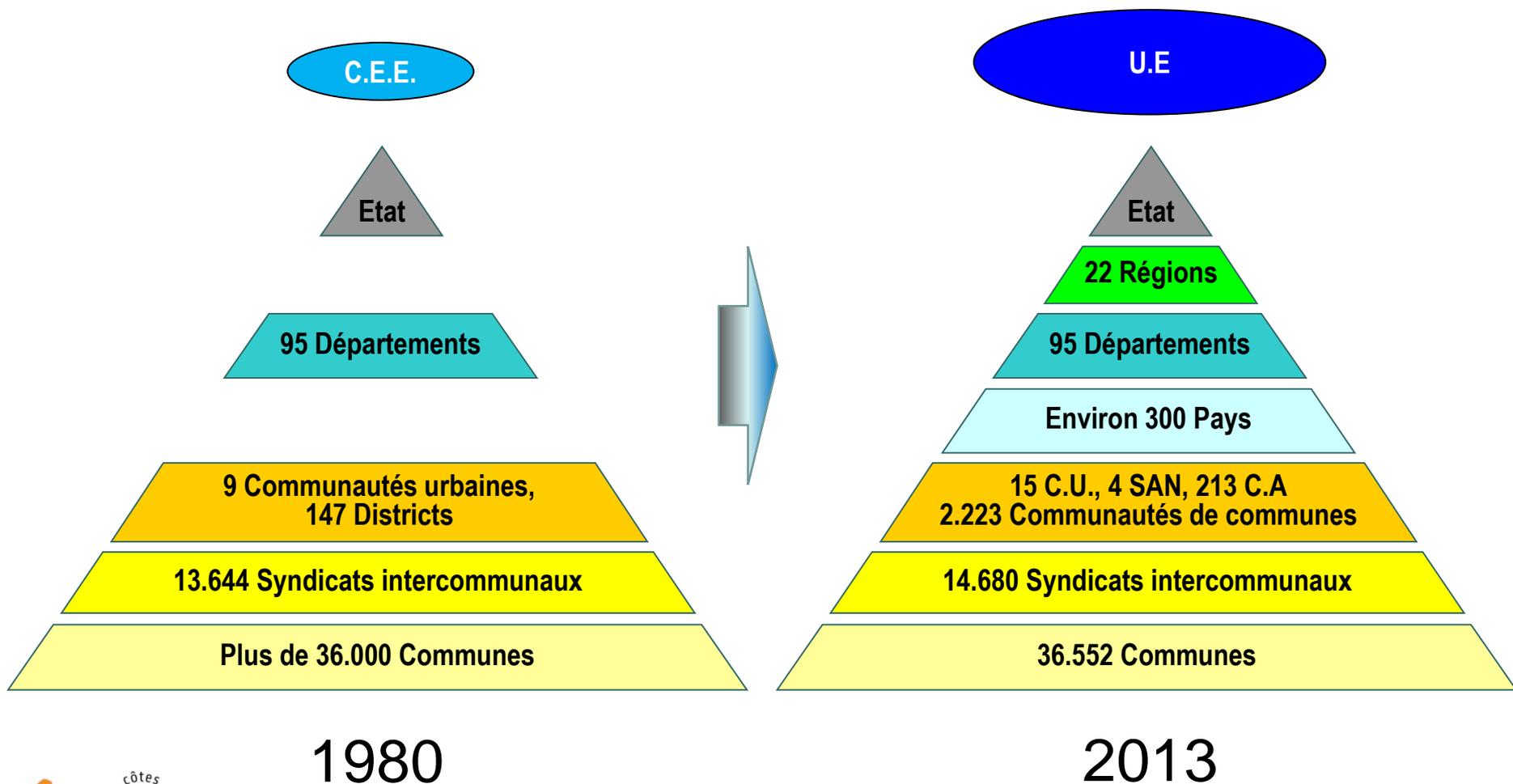


# La réforme des collectivités et la place des communes dans l'intercommunalité de demain



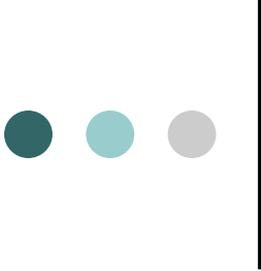
# Organisation territoriale :

## 30 années de décentralisation et d'intégration européenne



1980

2013



# Organisation territoriale :

## Constats

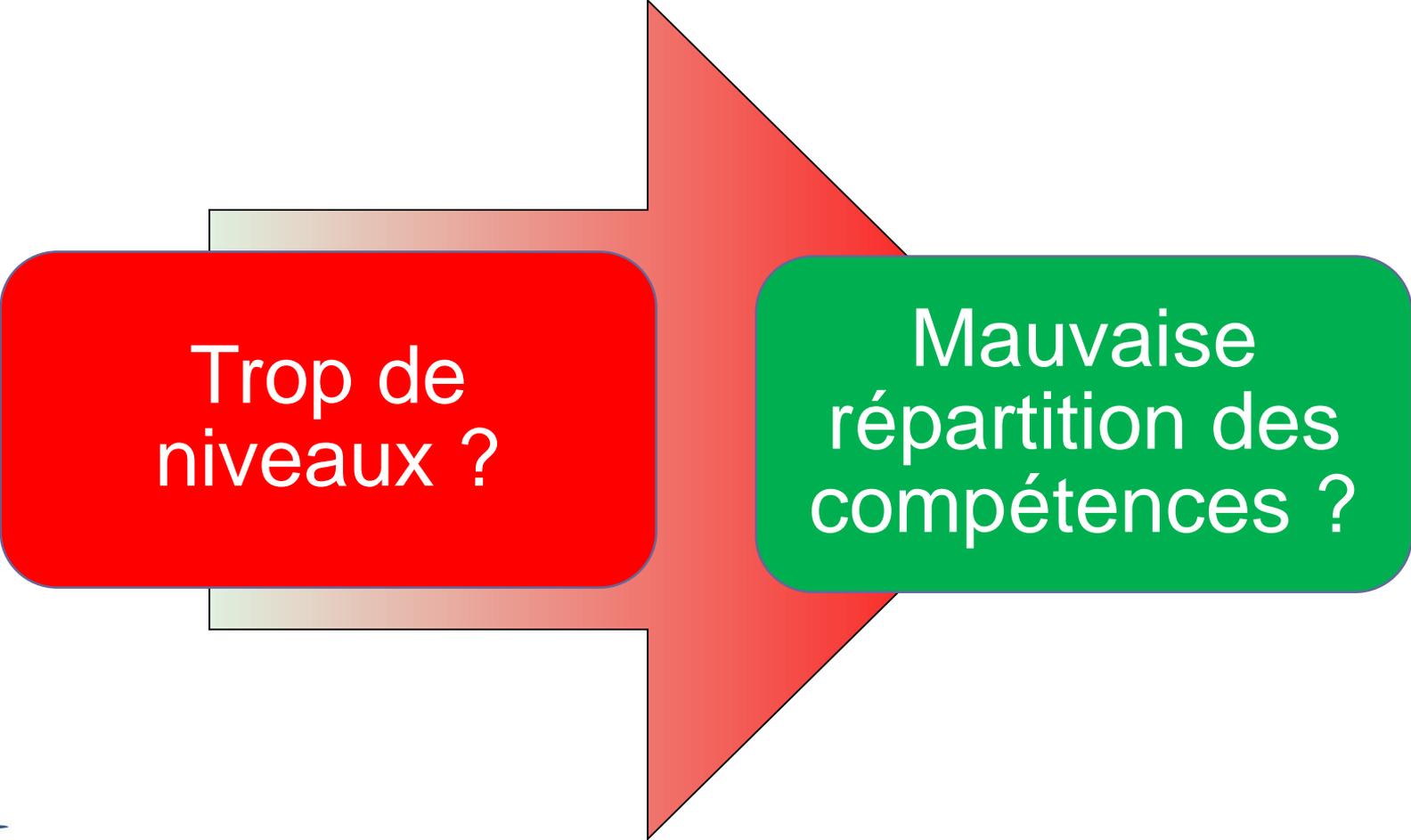
**Morcellement des structures** : Communes, EPCI, Pays, Département, Région, État, Europe

**Enchevêtrement des compétences** :

- Complexité de gestion des dossiers
  - Perte d'efficacité
    - Coût élevé
      - Manque de lisibilité
        - Lassitude des élus...

# Organisation territoriale :

Face au nombre de niveaux de collectivités et à l'enchevêtrement de compétences, deux approches possibles



Trop de niveaux ?

Mauvaise répartition des compétences ?

# Organisation territoriale :

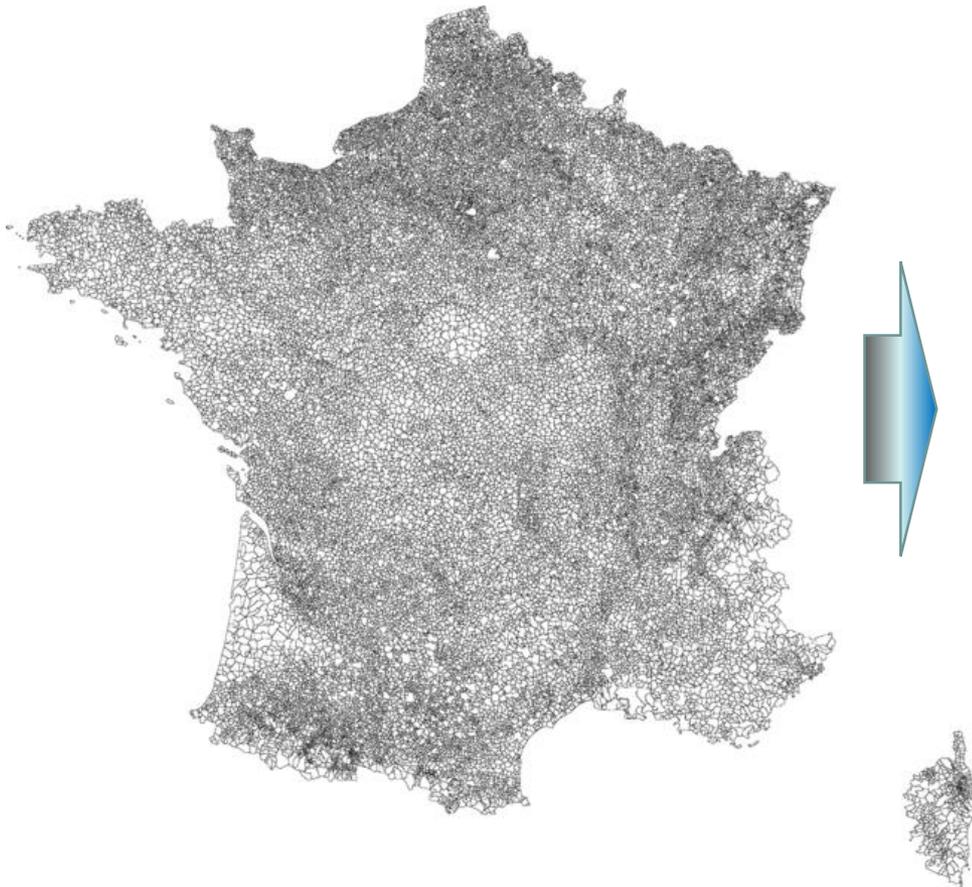
**Plus de 36.000 communes !**

Etat	1 <sup>er</sup> niveau « commune »	Population moyenne	2 <sup>ème</sup> niveau « département »	3 <sup>ème</sup> niveau « région »
<b>France</b>	<b>36.552</b>	<b>1.638</b>	<b>96</b>	<b>22</b>
Allemagne	13.854	5.955	323	16
Belgique	589	17.657	10	6
Espagne	8.106	5.218	50	17
Irlande	85	47.058	29	8
Italie	8.100	7.148	103	20
Pologne	2.489	15.347	373	16
Royaume-Uni	434	137.557	36	
Suède	289	31.142	21	
Pays-Bas	467	34.903	12	
Grèce	1.031	10.669	50	
...				
<b>Total UE des 25</b>	<b>89.226</b>	<b>5.121</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

● ● ●

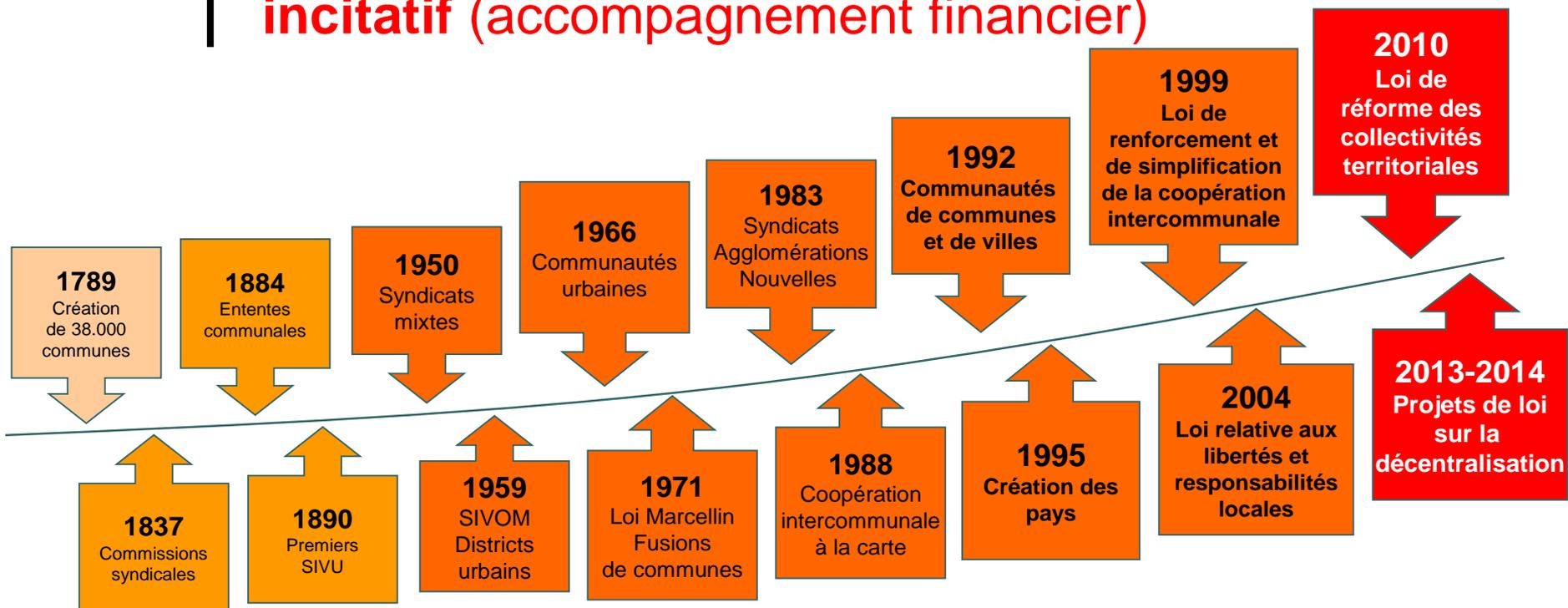
# Intercommunalité :

## L'alternative française à la suppression des communes



# Intercommunalité :

**Un environnement législatif tantôt directif, tantôt incitatif (accompagnement financier)**

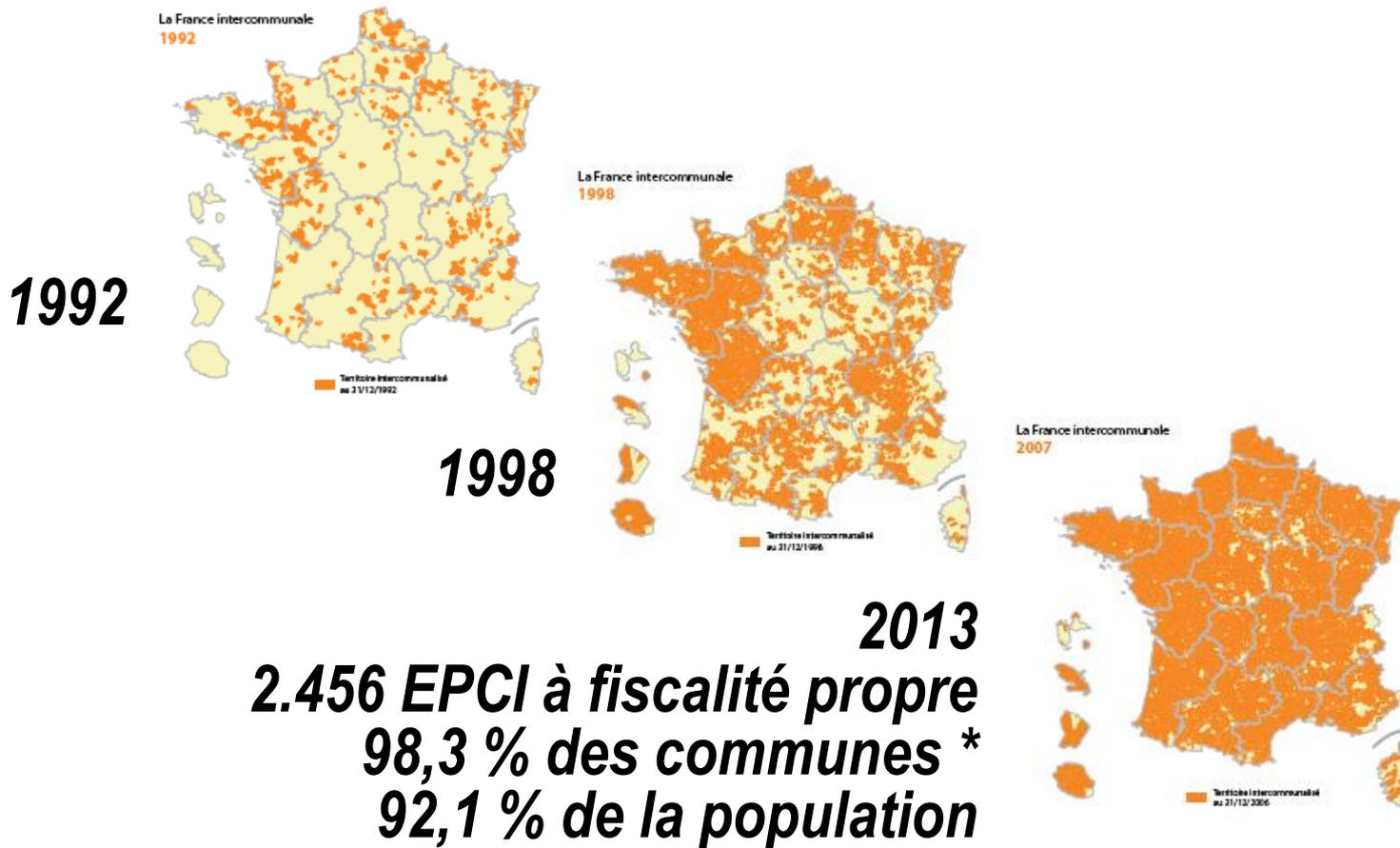


**« Il y a déjà longtemps qu'une certaine idée de l'intercommunalité se forge dans l'esprit des hommes... »**



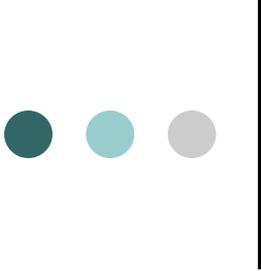
# Intercommunalité :

## Développement des Communautés depuis la loi ATR de 1992



\* 615 communes hors EPCI à fiscalité propre au 1<sup>er</sup> janvier 2013

Source cartographie : ADCF

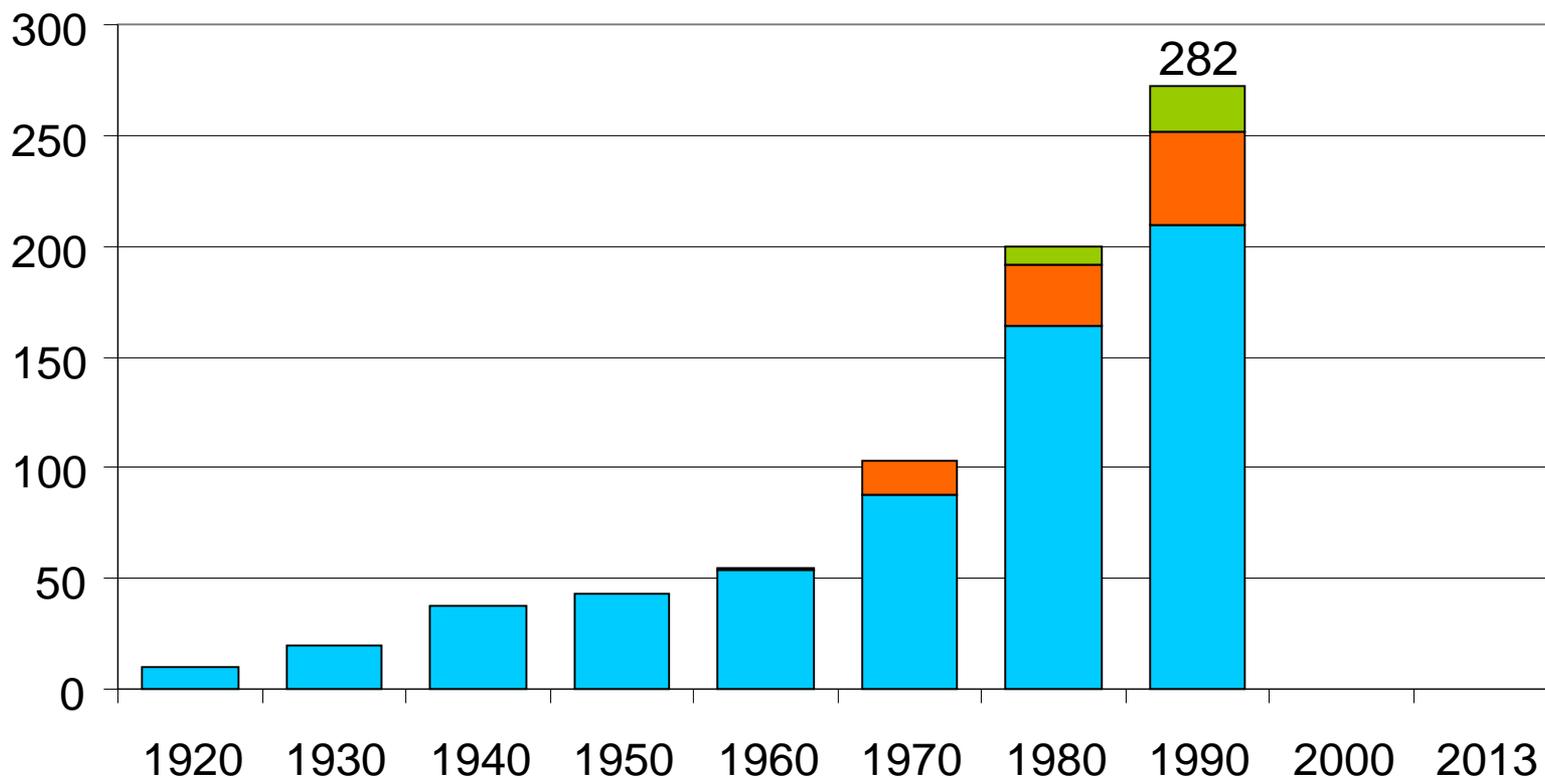


# Intercommunalité en Côtes d'Armor :

## Quatre périodes

- **1920-1970** : Développement des SIVU et apparition des premiers SIVOM et Districts
- **Années 70** : Forte accélération du rythme de création des EPCI ; Une coopération intercommunale élargie et multiformes ; Premières démarches de « développement local »
- **Années 80, début des années 90** : Prééminence de l'économie dans l'action intercommunale ; Une gestion davantage partagée des ressources locales (TP)
- **Années 90 et 2000** : Réduction très importante du nombre de groupements intercommunaux ; Avènement des Communautés d'agglomération et de communes ainsi que des pays

# 1920-1990 : Montée en puissance de l'intercommunalité ; Accélération du rythme de création d'EPCI dans les années 70



■ SIVU

■ SIVOM, Districts

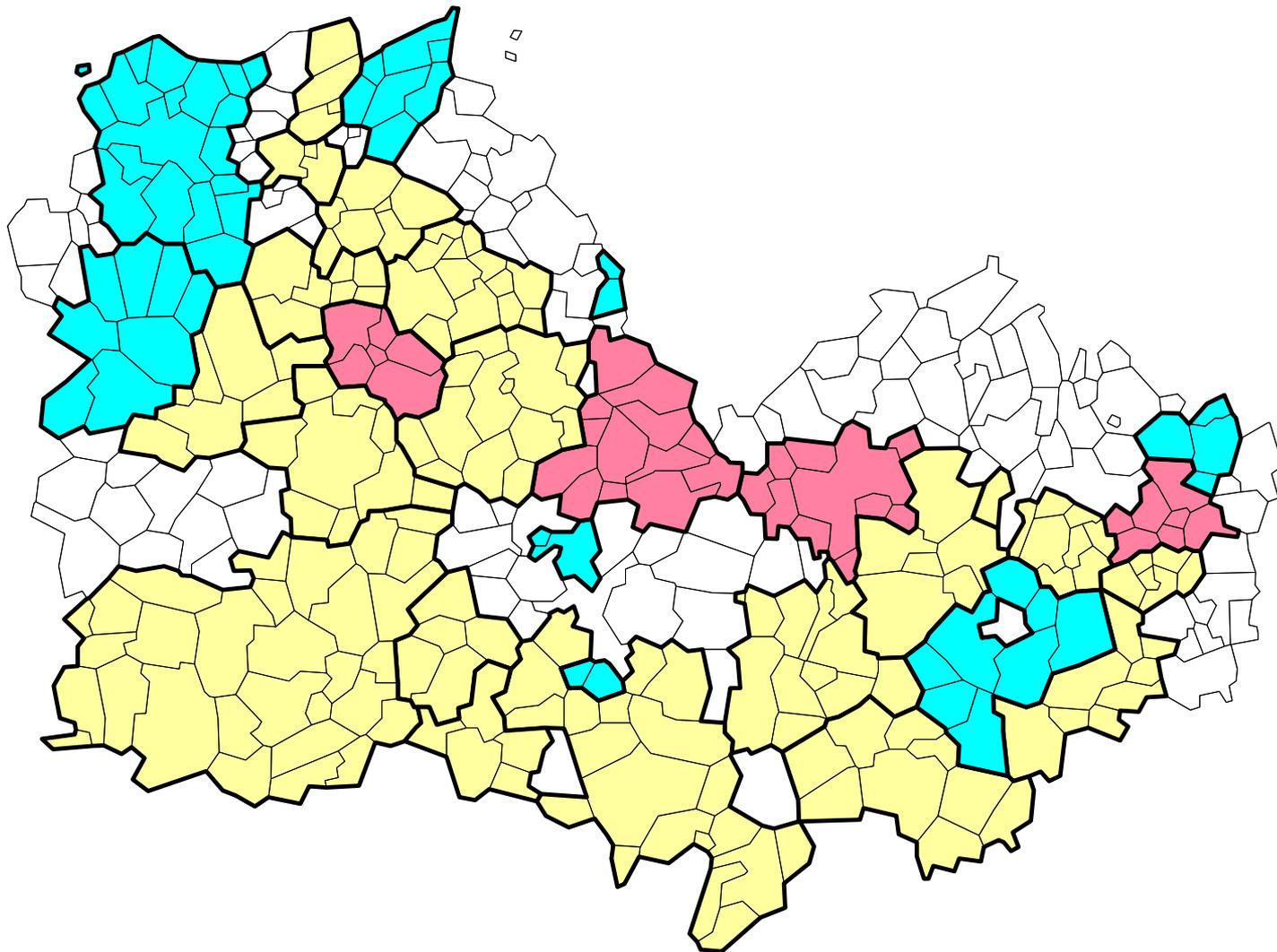
■ Syndicats mixtes

# Syndicats et Districts urbains à **vocation économique** en 1991

-  SIVU
-  SIVOM
-  DISTRICT



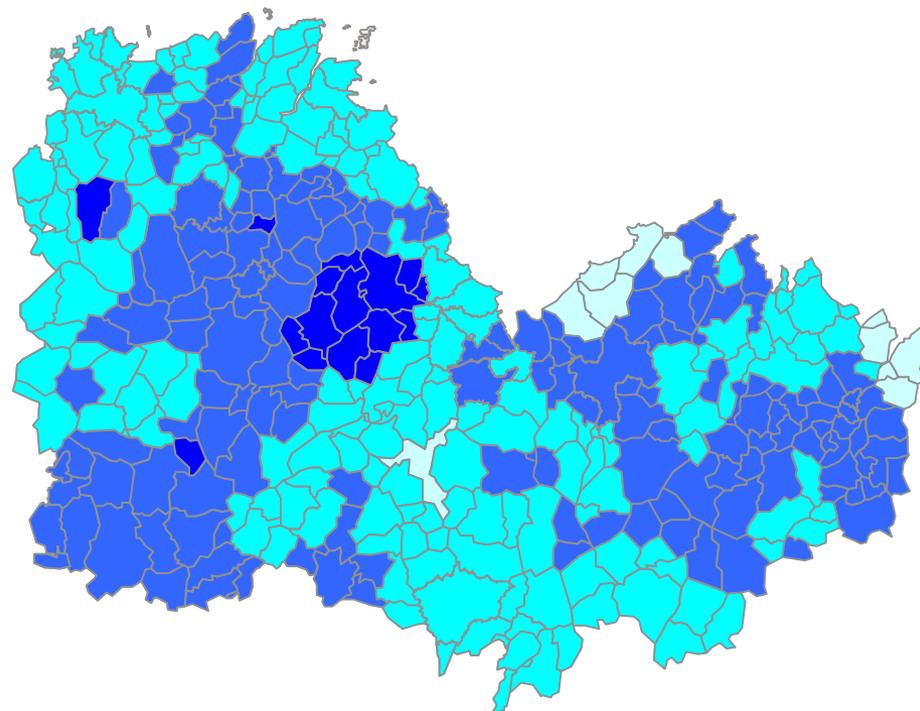
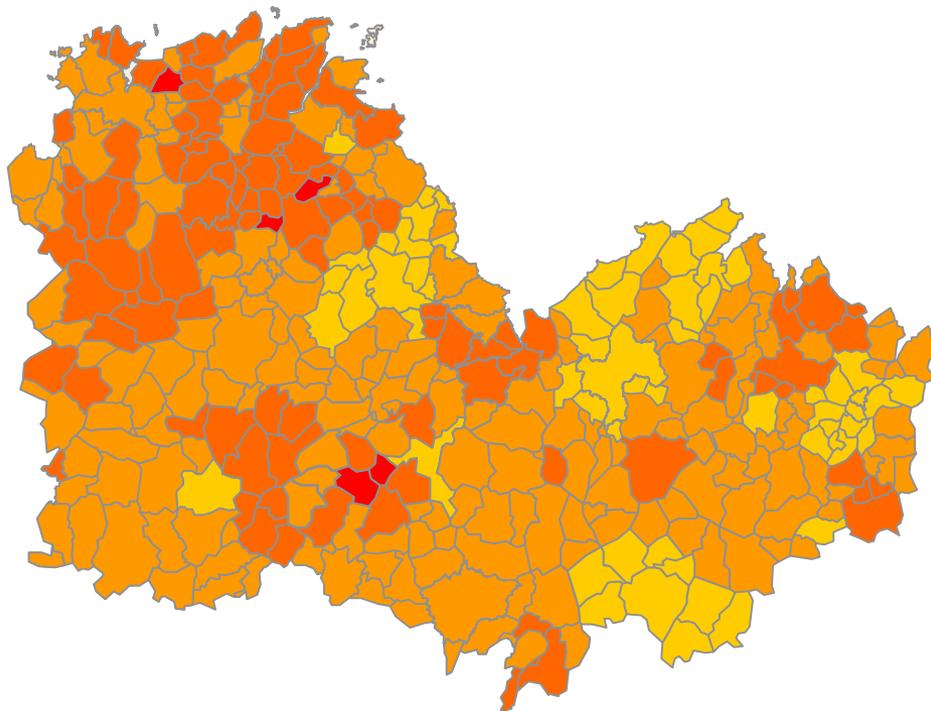
Quasi généralisation  
de **conventions de  
péréquation de TP**



# Etat de la coopération intercommunale en Côtes d'Armor en 1991

**Nombre de syndicats** par commune

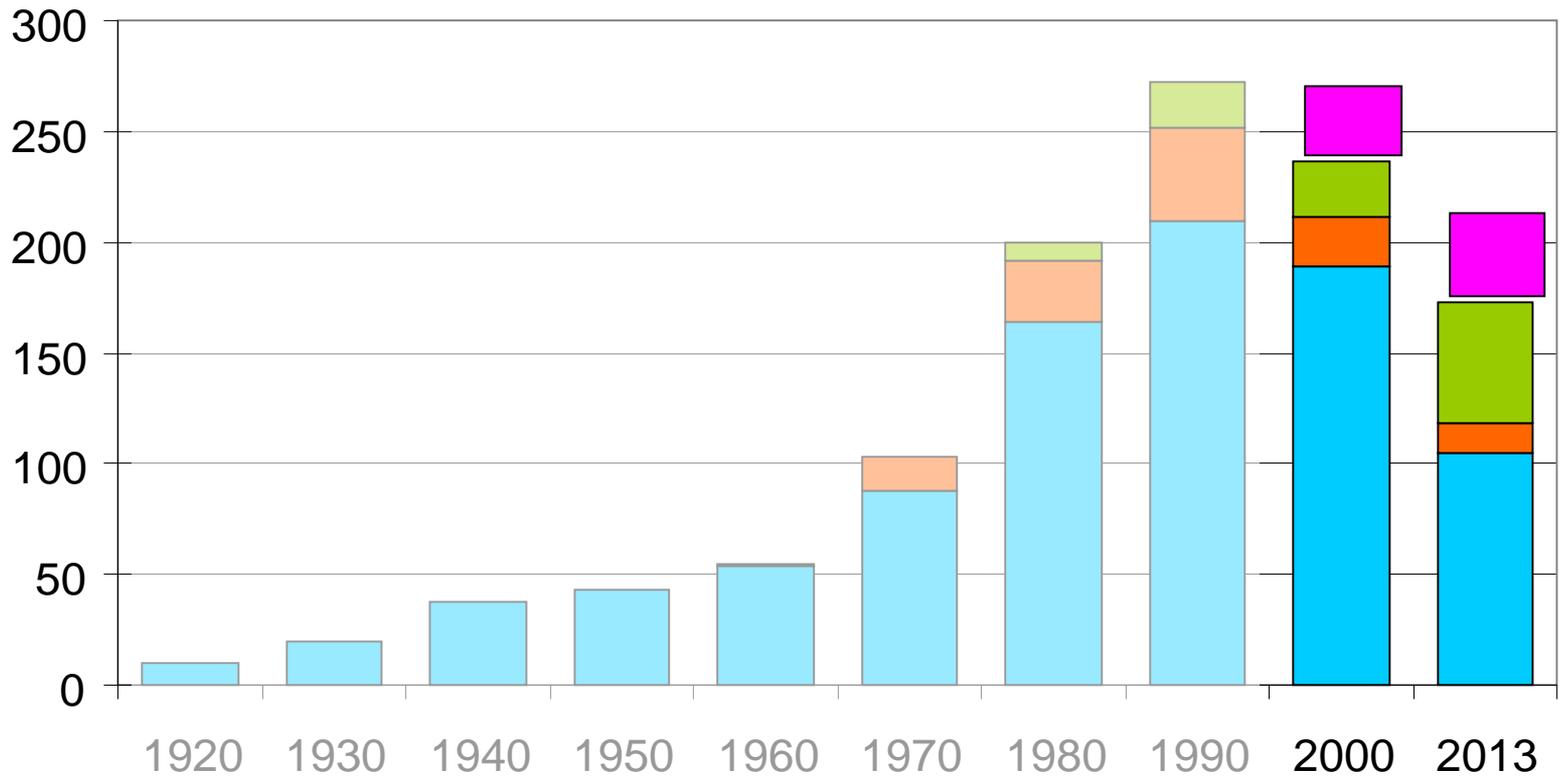
**Nombre de compétences déléguées** par commune



**Moyenne : 7 adhésions**

**Moyenne : 8 compétences transférées**

# Années 2000 : Avènement des Communautés d'agglomération et de communes ; Réduction très importante du nombre de groupements intercommunaux



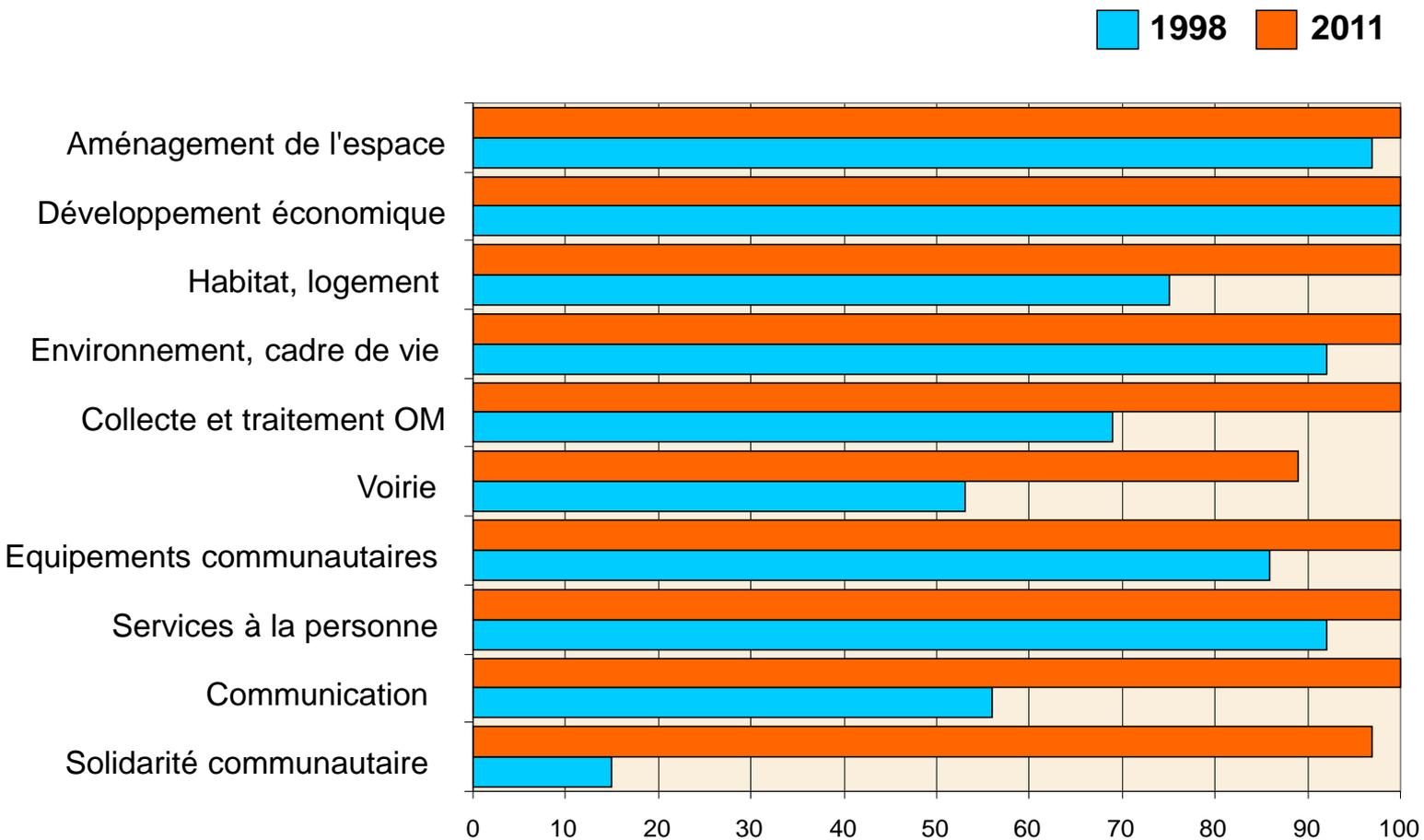
■ SIVU

■ SIVOM, Districts

■ Syndicats mixtes

■ Communautés

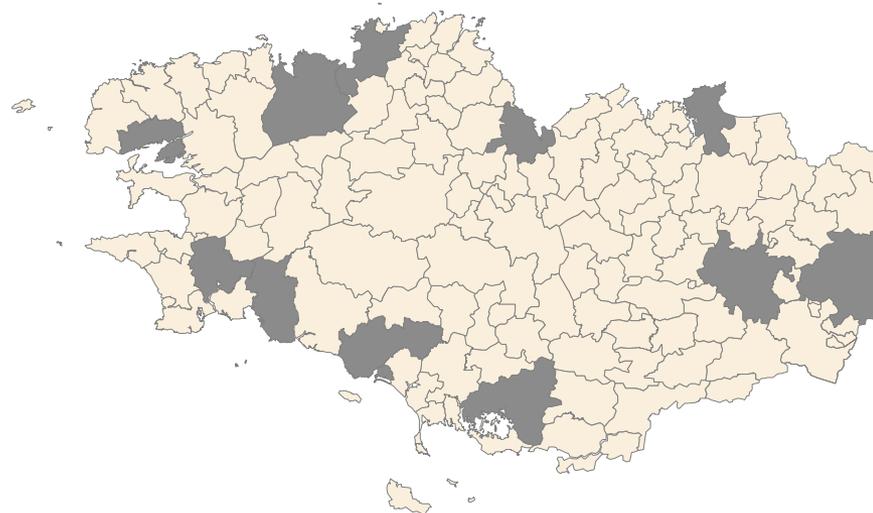
# Evolution des compétences des CDC et CA en Côtes d'Armor **1998 - 2011**



# Côtes d'Armor : Moins de très petits et de très grands EPCI, mais davantage de groupements de taille moyenne

Nombre de Communautés  
(CA et CDC) :

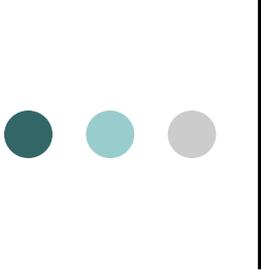
Finistère : 26  
Morbihan : 25  
Ille-et-Vilaine : 29  
**Côtes d'Armor : 36**



Catégories d' EPCI données 2013	Communautés de communes			Communautés d'agglomération et Communautés urbaines		
	Nombre	Nombre moyen de communes	Population moyenne	Nombre	Nombre moyen de communes	Population moyenne
France	2 223	14,1	12 290	228	19,9	143 771
Bretagne	104	9,8	16 793	11	20,2	135 431
Bretagne (hors 22)	70	9,8	18 910	9	20,9	146 000
<b>Côtes d'Armor</b>	<b>34</b>	<b>9,7</b>	<b>12 435</b>	<b>2</b>	<b>17,0</b>	<b>87 870</b>

# Finances et fiscalité : **le nerf de la guerre !**

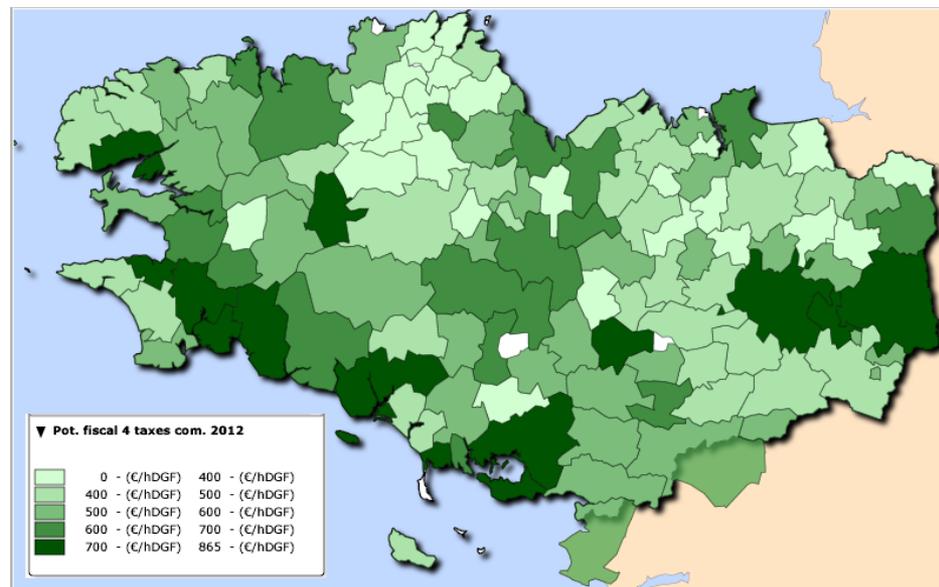




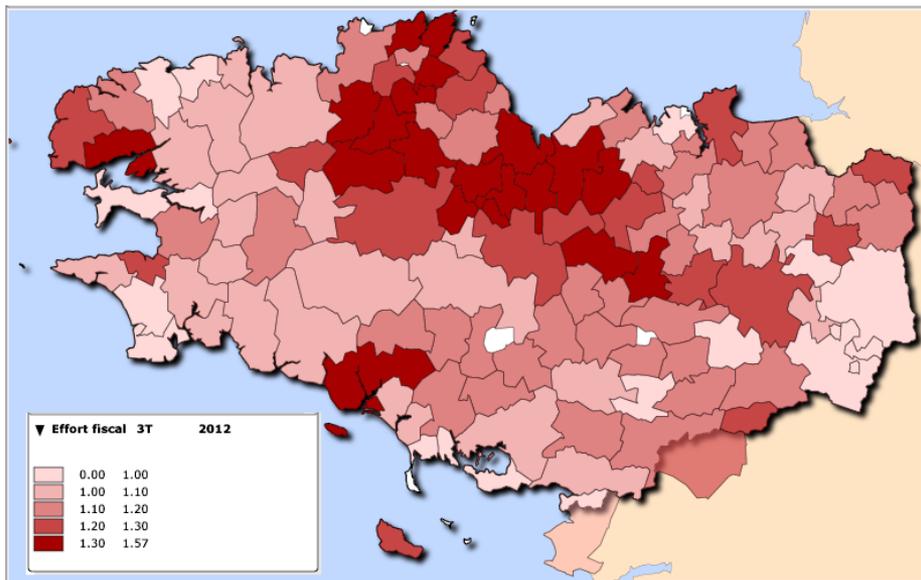
# Côtes d'Armor :

**Un potentiel fiscal souvent faible impliquant des niveaux de pression fiscale relativement élevés pour des produits moindres**

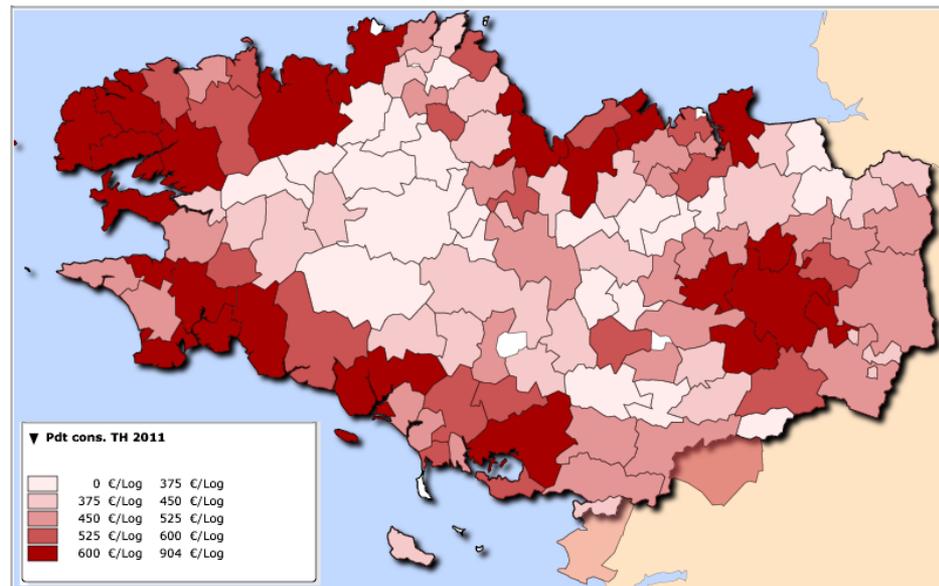
## Potentiel fiscal consolidé des communes



## Effort fiscal 3 taxes ménages

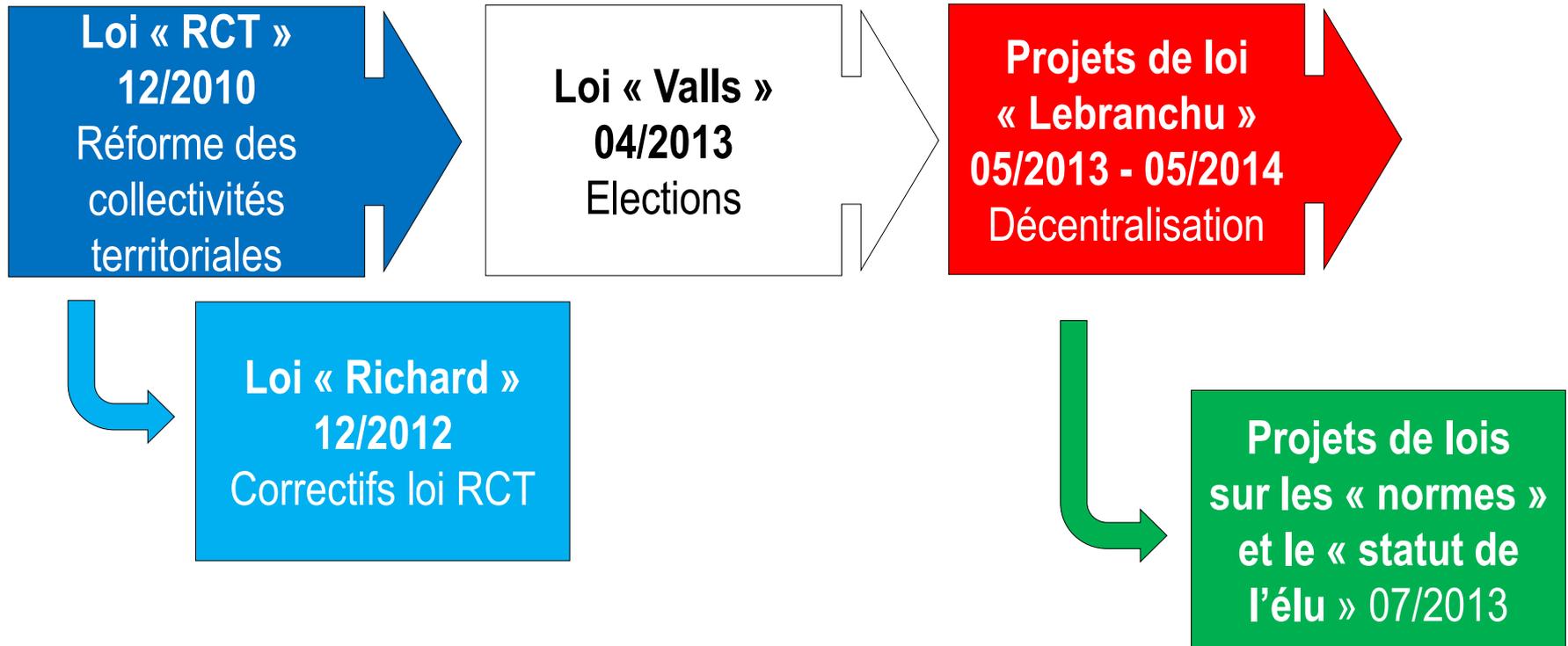


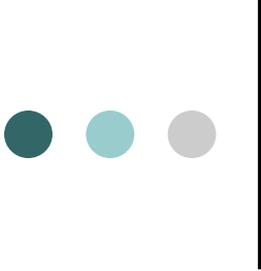
## Produit consolidé de TH



# Réforme des collectivités

## Plusieurs textes ou projets de textes





# Loi de réforme des collectivités 2010

## Principaux objectifs

**Achèvement de la carte de l'intercommunalité au 1<sup>er</sup> juin 2013** : couverture intégrale du territoire par des communautés (Côtes d'Armor : Mantallot, Perros-Guirec) hors Paris et départements petite couronne (92, 93, 94)

### Amélioration et rationalisation des périmètres :

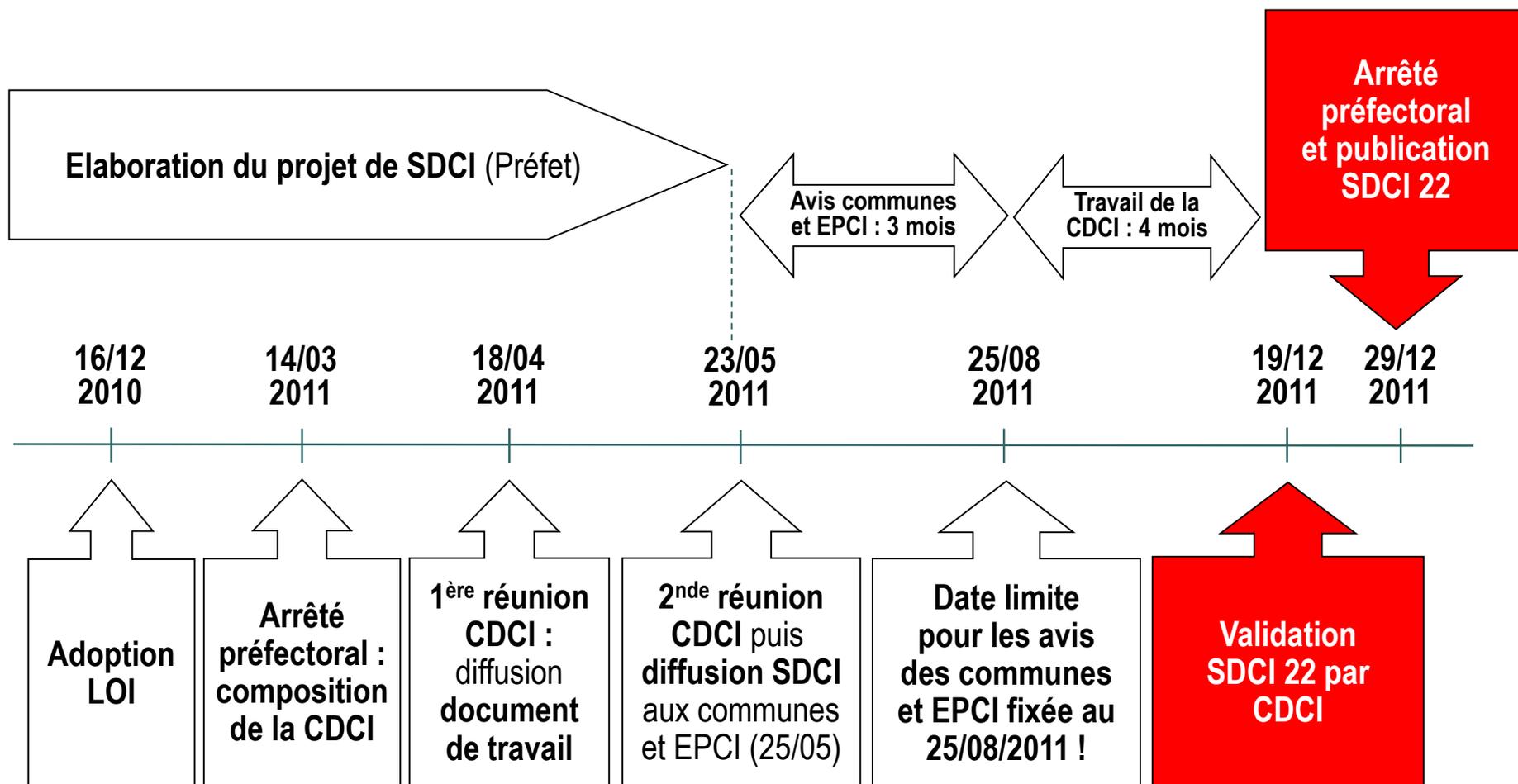
- **Seuil minimal de 5.000 habitants** (hors zones de montagne ou contexte géographique et/ou démographique spécifique : insulaire...)
- **Cohérence spatiale** : prise en compte des bassins de vie et d'emplois, des unités et aires urbaines, des déplacements domicile-travail...
- **Rationalisation des structures** compétentes en matière d'aménagement de l'espace, de protection de l'environnement (SCOT, Bassins Versants, SAGE...)
- Accroissement des **solidarités financières**

### Réduction du nombre de syndicats intercommunaux

**Schéma révisé tous les 6 ans** : **Prochaine révision prévue dès 2015 (Loi Pélissard !)** puis normalement en 2021

# Loi de réforme des collectivités 2010

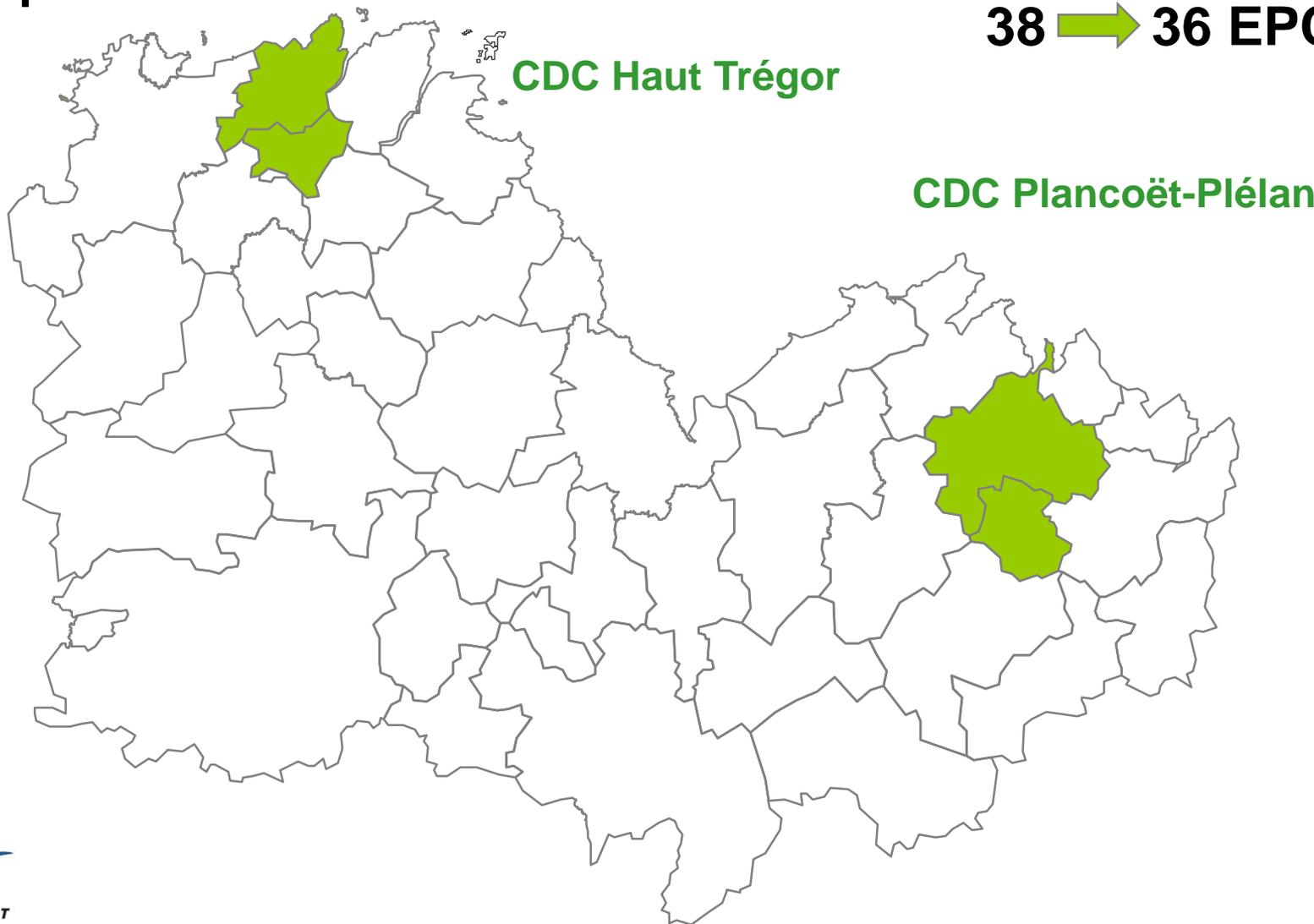
## SDCI : Rappel procédure et calendrier 2011



# Loi de réforme des collectivités 2010

**Fusions validées au 01/01/2013 avec accord des communes**

**38 → 36 EPCI**



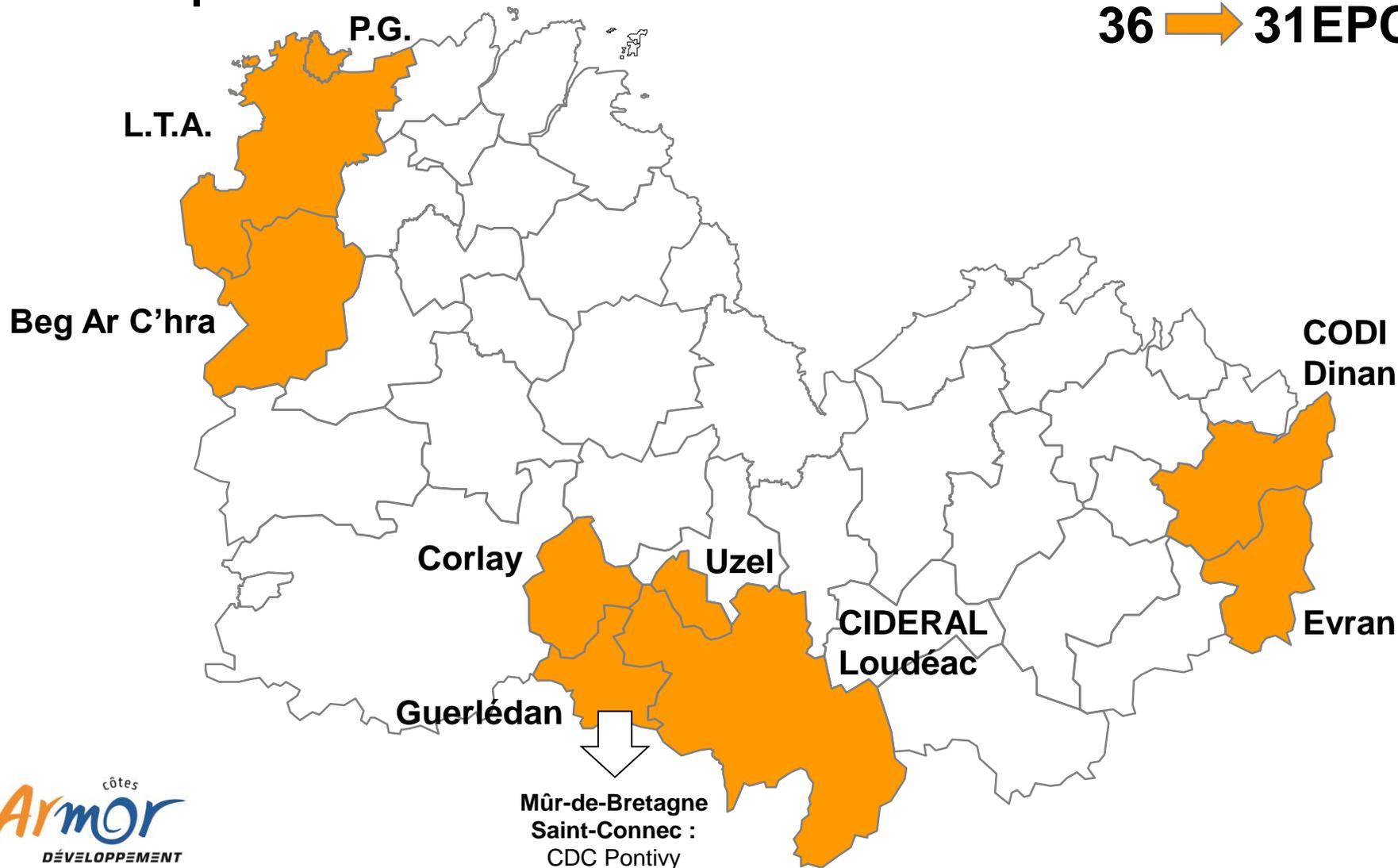
CDC Haut Trégor

CDC Plancoët-Plélan

# Loi de réforme des collectivités 2010

**Fusions validées au 01/01/2014 avec accord des communes (en cours ou achevées)**

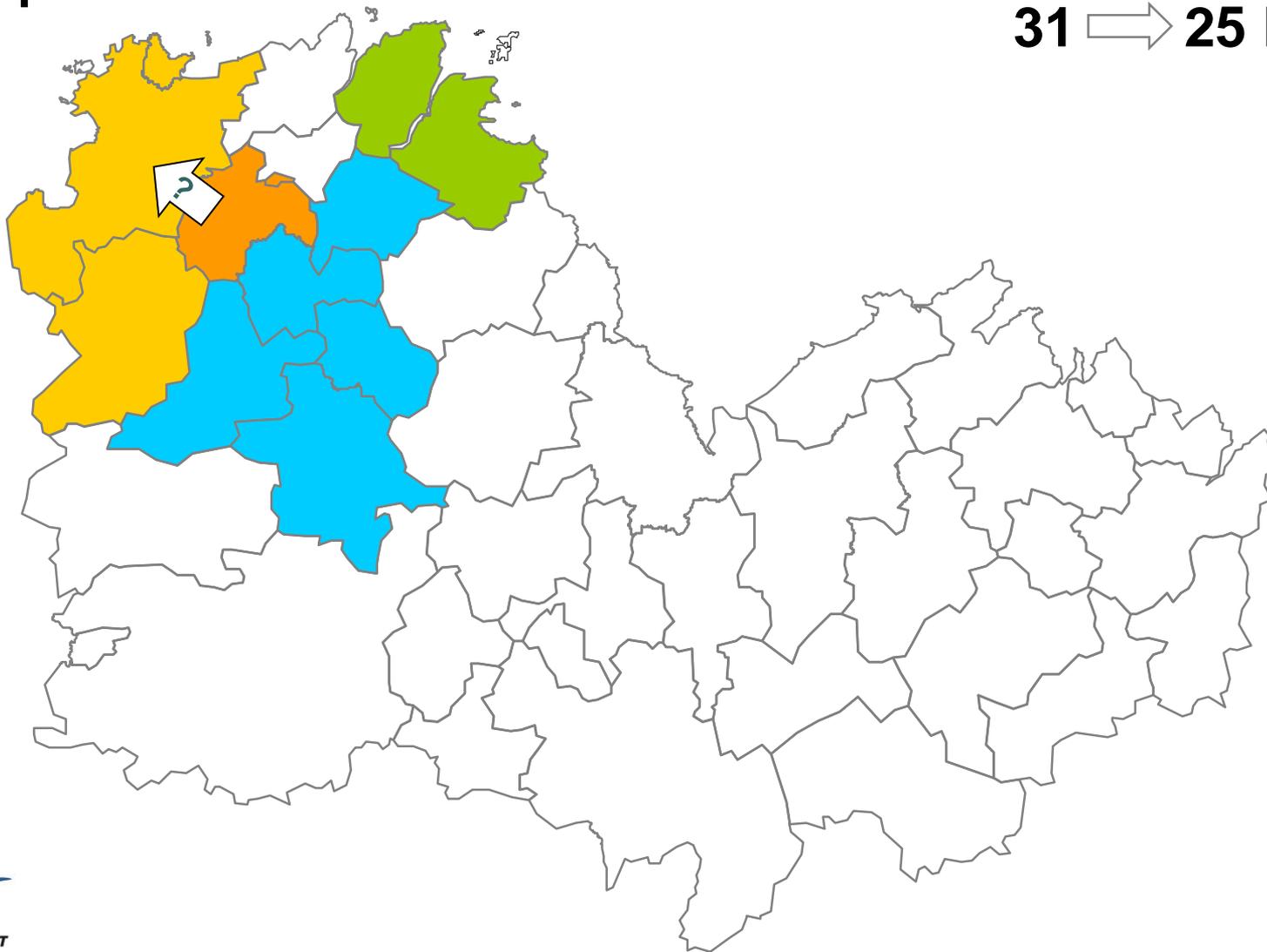
36 → 31 EPCI



# Loi de réforme des collectivités 2010

## Autres projets de fusions proposés dans le SDCI

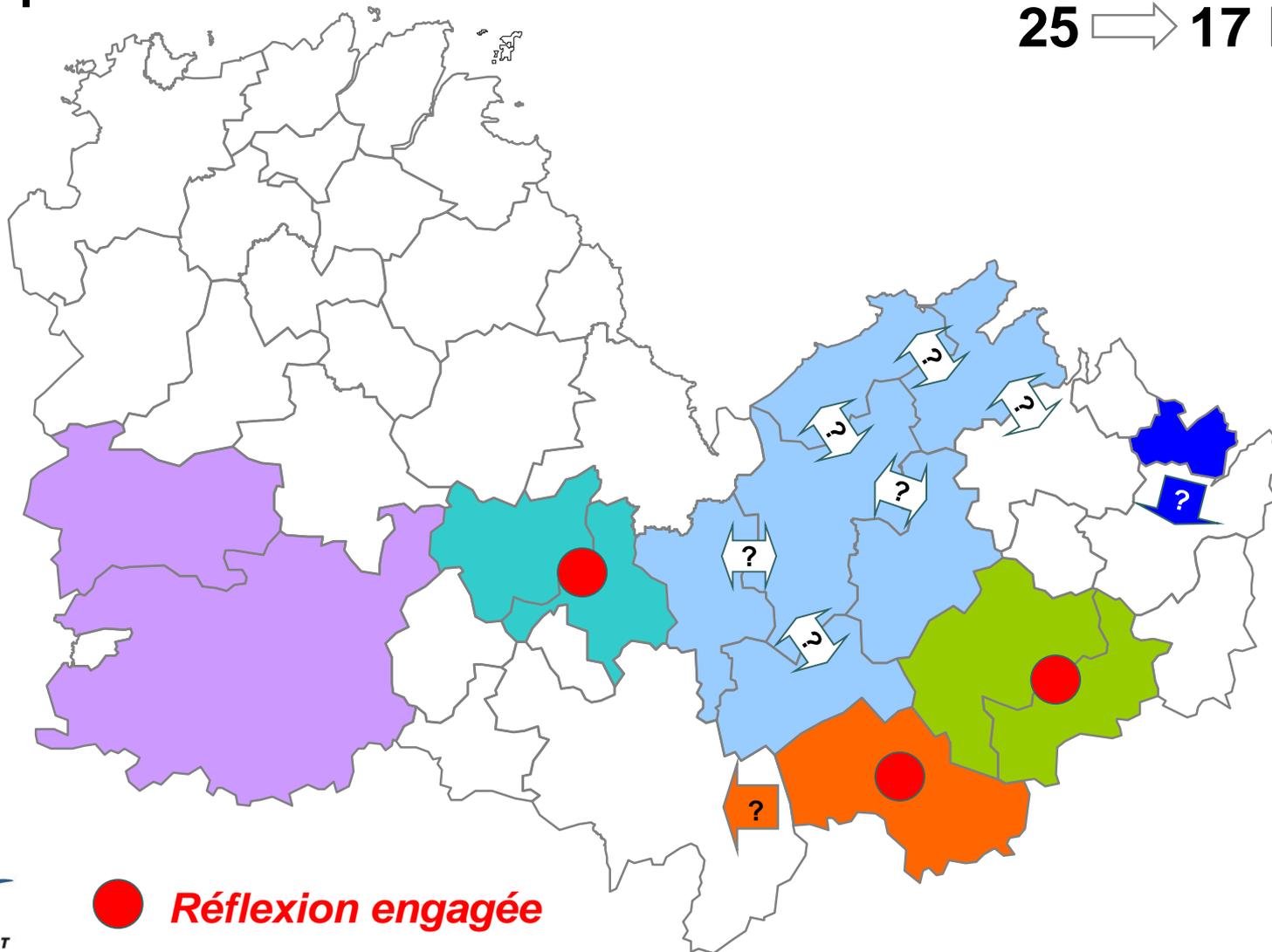
31  $\Rightarrow$  25 EPCI ?



# Loi de réforme des collectivités 2010

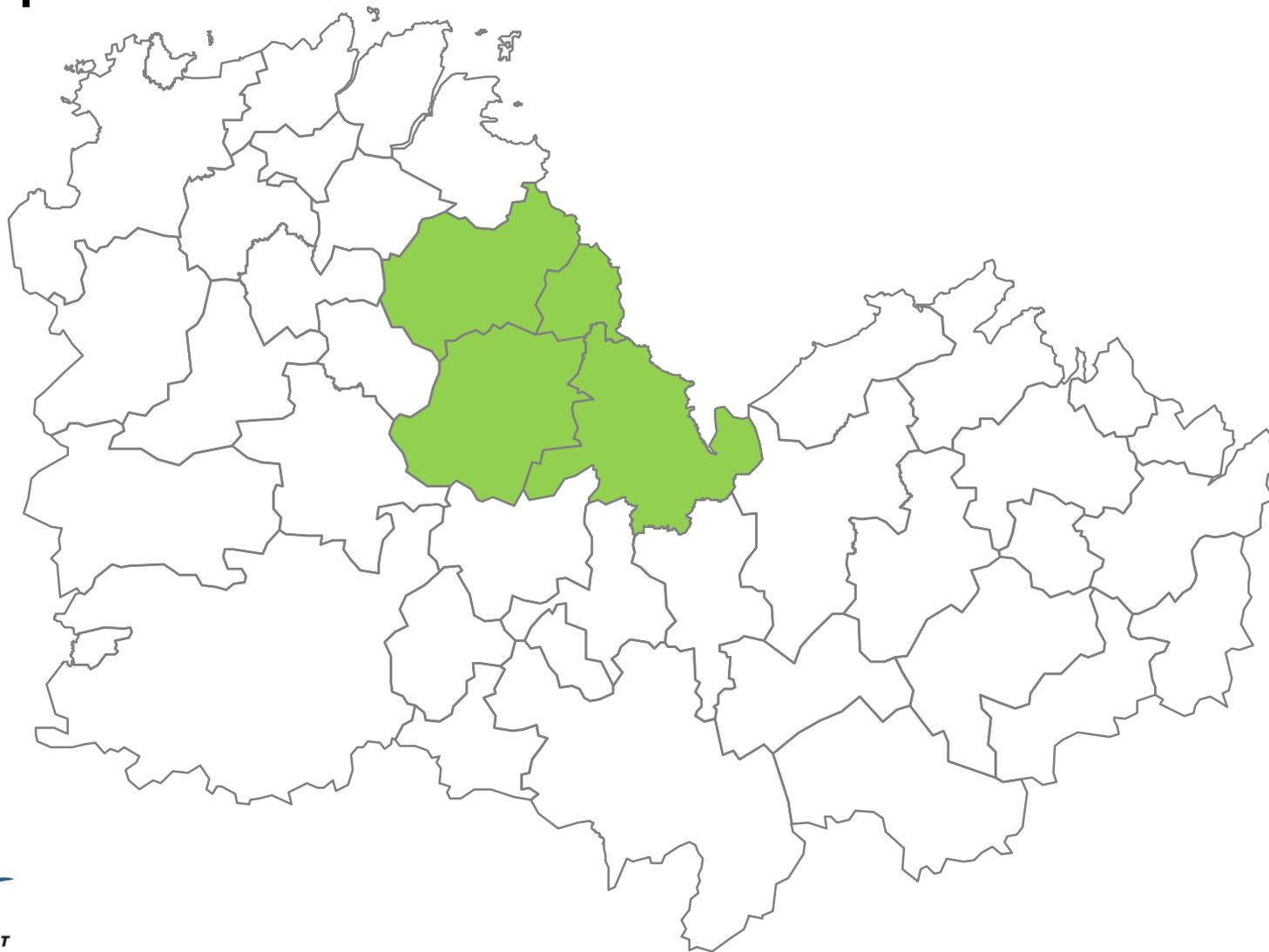
**Autres projets de fusions envisagés dans le SDCI sans précision de délai**

25 ⇒ 17 EPCI ?



# Loi de réforme des collectivités 2010

**Des territoires non concernés par le SDCI dans sa version 2011**



# Loi de réforme des collectivités 2010

## Règles de représentation des communes au sein des communautés à compter du prochain renouvellement des conseils municipaux

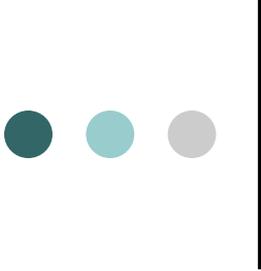
Sans accord  
entre communes

Nombre et répartition des sièges fixés par la loi :  
Méthode de la « *représentation proportionnelle suivant la règle de la plus forte moyenne* »

Avec accord  
des communes

Nombre de sièges (pouvant être majoré de 25%) et règle de répartition validés par les 2/3 des communes représentant 50% de la population ou l'inverse. Respect du principe de proportionnalité !

**Avant le 31 Août 2013**, fixation par accord entre les Communes (majorité qualifiée) du nombre et de la règle de répartition des sièges en prévision des élections de mars 2014.



# Loi de réforme des collectivités 2010

## Les délégués suppléants

**Avant loi RCT :** Possibilité « souple » pour les EPCI et communes de prévoir la désignation de suppléants avec voix délibérative en cas d'empêchement des titulaires

**Après loi RCT :**

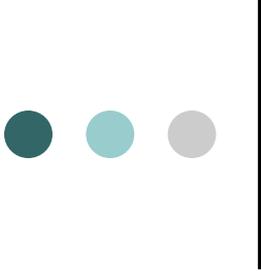
**Seules les communes qui ne disposent que d'un seul siège désignent un suppléant quelque soit le mode de désignation du titulaire** (élection au « *suffrage universel direct* » ou désignation au sein du conseil municipal)

Communes en scrutin de liste : DS de sexe différent DT

# Loi de réforme des collectivités 2010

## Proposition de représentation des communes dans le cadre de la CDC Lanvollon Plouha (> 2014)

Communes	Population	Socle légal	3 min. si > 1000 hab + 1 de 500 à 1000 hab	Nombre sièges
Plouha	4 597	10		10
Pommerit-le-V.	1 812	3		3
Lanvollon	1 767	3		3
Goudelin	1 657	3		3
Pléguien	1 201	2	1	3
Le Merzer	906	1	1	2
Pludual	718	1	1	2
Tréguidel	600	1	1	2
Tressignaux	612	1	1	2
Gommenec'h	531	1	1	2
Lannebert	418	1		1
St-Gilles-les-B.	409	1		1
Tréméven	362	1		1
Le Faouët	317	1		1
Trévère	202	1		1
<b>TOTAL</b>	<b>16 109</b>	<b>31</b>	<b>6</b>	<b>37</b>

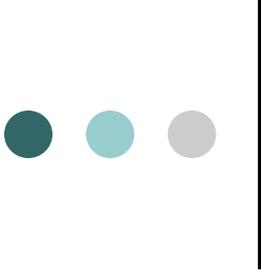


# Loi de réforme des collectivités 2010

## Taille de l'exécutif désormais limitée

- **Nombre de VP** : décidé par le Conseil communautaire (majorité simple), plafonné à 20% (au lieu de 30%) de l'effectif total du conseil
- **Maximum** : 15
- **Minimum** : 4
- **Possibilité pour le Conseil communautaire (majorité des 2/3 de ses membres) de fixer un nombre de Vice-présidences supérieur (jusqu'à 30% du conseil) mais toujours limité à 15 (loi du 31/12/2012) et à enveloppe indemnitaire constante**

Nombre de sièges dans le conseil	Nombre de vice-présidents	
	20 %	30 %
26 sièges	5	7
28 sièges	5	8
37 sièges	7	11



# Loi « Valls » relative à l'élection des **Conseillers municipaux et intercommunaux**

A compter des  
élections  
municipales  
de 2014

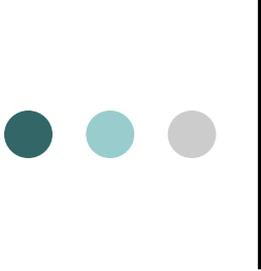
**Abaissement du seuil  
de population pour  
l'application du mode  
de scrutin de liste à  
deux tours**

**à 1.000 habitants**

au lieu de 3.500

**Communes de moins  
de 1000 habitants :**

**Maintien du mode  
actuel (« panachage »)**



# Loi « Valls » relative à l'élection des **Conseillers municipaux et intercommunaux**

## Nouvelles modalités d'élection des conseillers communautaires

Communes en régime  
de scrutin de liste  
> 1.000 habitants

26 % des communes  
85 % de la population

Election par les électeurs au « **suffrage universel direct** » des conseillers communautaires lors de l'élection municipale par un système de « *double liste* » (ex « *fléchage* »)

**Détails** : cf. diapos suivantes

Autres communes  
< 1.000 habitants

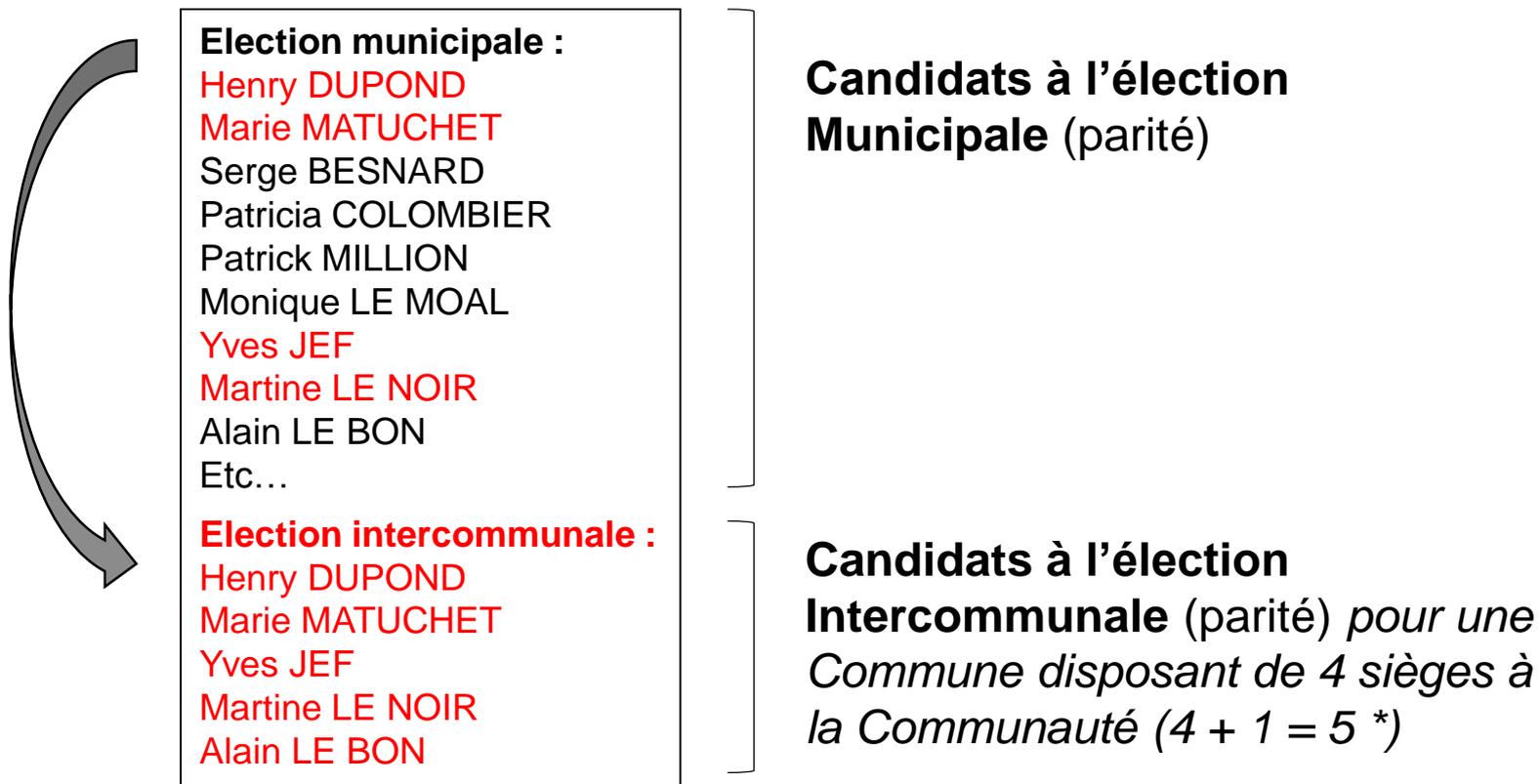
74 % des communes  
15 % de la population

**Elus par le Conseil municipal** dans l'ordre du tableau établi à la date de la première élection des adjoints : Maire, Adjoints selon l'ordre de leur élection, conseillers municipaux en fonction du nombre de suffrages obtenus.

**Déclaration de candidature obligatoire dès le premier tour**

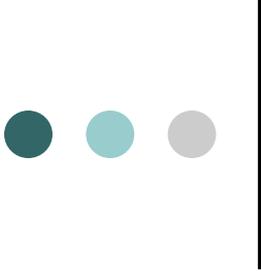
# Loi « Valls » relative à l'élection des **Conseillers municipaux et intercommunaux**

**Système de double liste (ex « fléchage ») des candidats aux élections municipales et intercommunales (> 1000 habitants) au suffrage universel direct**



**\* Autant de candidats sur la liste communautaire qu'il y a de sièges à pourvoir :**

- augmenté d'1 nom lorsque le nombre de conseillers communautaires pour la commune est inférieur à 5
- augmenté de 2 noms lorsque la commune dispose de 5 sièges ou plus.

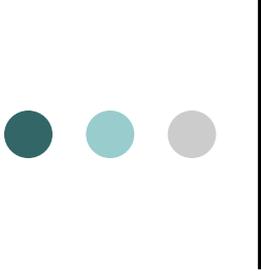


# Loi « Valls » relative à l'élection des **Conseillers municipaux et intercommunaux**

**Système de double liste** (ex « fléchage ») **des candidats aux élections municipales et intercommunales** (> 1000 habitants) au suffrage universel direct

**Le premier ¼ des candidats au conseil communautaire** doit figurer, de la même manière et dans le même ordre, en tête de la liste des candidats aux municipales

**Tous les candidats** au conseil communautaire doivent figurer au sein des trois premiers cinquièmes de la liste des candidats aux municipales



# Loi « Valls » relative à l'élection des **Conseillers municipaux et intercommunaux**

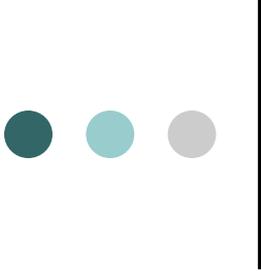
**Répartition des sièges entre les listes** avec une prime majoritaire à celle arrivée en tête puis à la proportionnelle selon la règle de la plus forte moyenne. Les candidats se situant en haut de liste sont automatiquement désignés.

## **Rappel Art. L. 273-8 Code électoral :**

*Les sièges de conseillers communautaires sont répartis entre les listes par application, aux suffrages exprimés lors de cette élection, des règles prévues à l'article L. 262. du CE \*. Pour chacune des listes, les sièges sont attribués dans l'ordre de présentation des candidats*

*\* **Au 1er tour** : Liste ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés : moitié des sièges. Autre moitié répartie à la proportionnelle suivant la règle de la plus forte moyenne entre toutes les listes ayant obtenue au moins 5% des suffrages exprimés.*

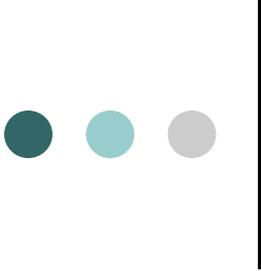
***En cas de second tour** : Liste arrivée en tête : moitié des sièges. Autre moitié répartie à la proportionnelle suivant la règle de la plus forte moyenne entre toutes les listes ayant obtenue au moins 5% des suffrages exprimés.*



# Loi « Valls » relative à l'élection des **Conseillers départementaux**

## Les Conseillers départementaux

- **En remplacement des Conseillers généraux** (suppression des « Conseillers territoriaux »)
- **Réduction de moitié du nombre de cantons**
- **Redécoupage avant les élections de mars 2014** : réduction des écarts de population entre cantons
- **Prise en compte des nouveaux périmètres** (+ intercommunalité ?) **dans la réforme des services de l'Etat** (Sous-préfectures, gendarmeries...)



# Loi « Valls » relative à l'élection des **Conseillers départementaux**

## Les Conseillers départementaux

- **Renouvellement complet des assemblées départementales** (et non plus par moitié)
- **Election (2015) de « binômes paritaires »** (actuellement, seulement 14% de femmes dans les CG), au scrutin binominal majoritaire à deux tours
- Binômes composés d'élus qui conservent leur indépendance l'un / à l'autre et pouvant être issus de partis différents

# Projets de lois « Lebranchu »

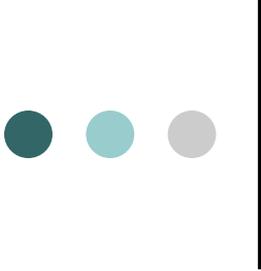
## Acte III de la décentralisation et réforme de l'action publique

### Un triptyque



\* Statut auquel peuvent accéder la CU de Nantes et la CA de Rennes avec des compétences très élargies

\*\* Entre Régions et Métropoles, des « bassins de vie » constitués autour des villes moyennes, « qu'il faut protéger d'un risque d'asphyxie » et « permettre partout en France un égal accès aux services publics ».

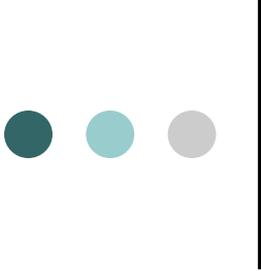


# Projets de lois « Lebranchu »

## Acte III de la décentralisation et réforme de l'action publique

### Modernisation de l'action publique territoriale

- Rétablissement de la **clause de compétence générale aux départements et régions** qui devait disparaître en 2015 (Loi RCT 2010)
- **Redistribution et clarification des champs de compétences des grandes collectivités territoriales** (Régions et départements)
- Désignation de **collectivités « chefs de file »** par compétence
- **Libre coordination des interventions des collectivités** dans le cadre d'un pacte de gouvernance territorial (cf. ci-après)
- Transfert et **délégation de l'Etat au profit des régions de l'autorité de gestion des fonds européens**

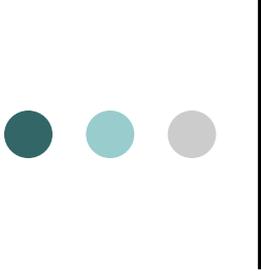


# Projets de lois « Lebranchu »

## Acte III de la décentralisation et réforme de l'action publique

### Modernisation de l'action publique territoriale

- **Conférence territoriale de l'action publique en régions :**
  - Inspirée du « **B16** » breton
  - **Etat, Conseil régional et généraux, EPCI > 50.000 habitants**
  - **« Espace de discussion entre l'Etat et les différentes catégories de collectivités territoriales »**
  - **Lieu de définition du pacte de gouvernance territorial, définition locale des compétences des collectivités (éviter les doublons)**
  - **1<sup>re</sup> lecture au Sénat : « Simplement une structure de dialogue souple et légère »**

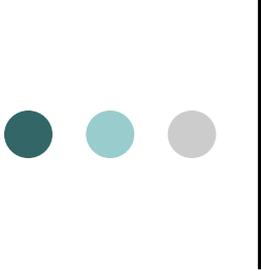


# Projets de lois « Lebranchu »

## Acte III de la décentralisation et réforme de l'action publique

### Modernisation de l'action publique territoriale

- **Pacte (ou Convention) de gouvernance territorial pour « rendre la répartition des compétences et des responsabilités plus lisibles » :**
  - Répartition des pouvoirs entre collectivités d'un même territoire
  - Détermination des niveaux et modalités d'intervention des acteurs locaux : exercice et délégations de compétences, services communs, coordination interventions financières...
- **En l'absence de convention portant sur les conditions d'exercice partagé d'une compétence : limitation voire interdiction de co-financements**
- **1<sup>ere</sup> lecture au Sénat : Disparition du pacte de gouvernance territorial**

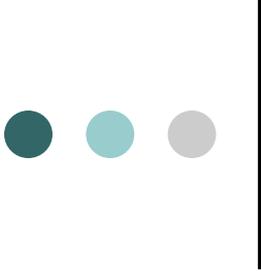


# Projets de lois « Lebranchu »

## Acte III de la décentralisation et réforme de l'action publique

### Développement des solidarités territoriales et de la démocratie locale

- **Renforcement de l'intégration communautaire** (*extrait*) :
  - Assouplissement des modalités de définition de « *l'intérêt communautaire* »
  - **EPCI Chefs de file** pour l'accès aux services publics de proximité, le développement local, l'aménagement de l'espace, la qualité de l'air et la mobilité durable
  - **Renforcement des compétences obligatoires des CDC et CA** : tourisme, PLUI, gestion milieux aquatiques, protection contre les inondations, gestion des cours d'eau, assainissement, accueil gens du voyage
  - **Modification des modalités de répartition de la DGF Intercommunalité** dès 2015 (fonction du degré de mutualisation...)



# Projets de lois « Lebranchu »

## Acte III de la décentralisation et réforme de l'action publique

### Développement des solidarités territoriales et de la démocratie locale

- **Renforcement de l'intégration communautaire** (*extrait*) :
  - **Création possible de « Pôles ruraux d'aménagement et de coopération »** : syndicat mixte qui réuniront plusieurs intercommunalités dans le but d'élaborer et de conduire, ensemble, un projet d'aménagement et de développement de leur territoire



**Merci de votre  
attention**

[www.cad22.com](http://www.cad22.com)

[www.armorstat.com](http://www.armorstat.com)